


[Culture](#)
[Actualité](#)
[Interviews](#)
[Galerie photos](#)
[Édito](#)
[Nous contacter](#)
[fil info](#)

La guerre cachée d'Araucanie

Au Chili, de nombreux conflits opposent des communautés indigènes Mapuches à l'Etat chilien et à diverses entreprises multinationales. Confrontés à de graves problèmes comme le manque de terres et le non-respect de leur culture, les Mapuches se battent pour défendre leurs droits fondamentaux et se heurtent à une répression parfois violente.



Public assistant à un procès de Mapuches - Crédit : Anne Le Bon/Lemagazine.info

Une clameur s'élève dans la nuit noire et froide, soutenue par le rythme lent d'un tambour. Une soixantaine de Mapuches sont rassemblés dans la province chilienne de Malleco en ce 7 novembre 2010. Ils adressent leurs prières à la Terre. La cérémonie du Nguillatun est très importante pour les Mapuches : elle est célébrée chaque année dans les communautés du centre du Chili, depuis des temps immémoriaux. Les Mapuches – les « gens de la terre » – étaient parmi les premiers habitants du Chili. Ils ont été le seul peuple à avoir résisté à la conquête espagnole : le territoire situé au sud du fleuve Bio-Bio – c'est-à-dire au sud des villes actuelles de Concepción et Los Angeles – est resté le leur jusqu'au 19ème siècle. Il avait pour nom l'Araucanie. Vers 1850, le jeune état chilien s'est lancé dans une véritable conquête, qui s'est achevée en 1881 par l'intégration des territoires mapuches à l'Etat du Chili.

Aujourd'hui, environ un million et demi de Chiliens se disent Mapuches, ce qui représente 10% de la population du pays. Une frange non négligeable mais relativement hétérogène : les trois quarts des Mapuches sont des urbains, souvent confrontés à des problèmes de pauvreté et de racisme, dont le mode de vie est très éloigné de celui des Mapuches ruraux, qui vivent regroupés en communautés hiérarchisées et sont pour la plupart en conflit avec l'Etat ou avec des multinationales. « Il existe deux types de conflits : ceux tournant autour du thème de la récupération du territoire ancestral – qui oppose souvent les communautés à de grands propriétaires et à des entreprises forestières – et ceux qui opposent les Mapuches à de grands projets industriels qui menacent leur mode de vie », explique Blaise Pantel, de l'observatoire citoyen de Temuco – une association qui aide juridiquement les indigènes.

0,02% de la surface agricole du Chili

Presque toutes les communautés sont confrontées à un problème de manque de terres : les indigènes se partagent 600 000 hectares, soit 0,02% de la surface agricole du pays. Une miette, d'autant plus que la terre revêt pour les communautés une importance vitale. D'un point de vue économique – leur économie fragile repose essentiellement sur l'agriculture – mais également culturel – la cosmologie indigène étant fondée sur la proximité avec la nature – et politique – la récupération territoriale étant la première étape vers une autonomie des Mapuches au sein de l'Etat chilien. « Le territoire ancestral de ma communauté s'étendait sur 10 000 hectares mais au lendemain de la dictature, nous ne possédions plus que 250 hectares, pour près de 200 familles », explique Jaime Huenchullan de Temucui. En 2003, les habitants de cette communauté ont récupéré 1 600 hectares occupés par une entreprise forestière suite à une intervention de la Conadi (Commission nationale de développement indigène). En une quinzaine d'années, cet organisme public a racheté près de 75 000 hectares de terres pour résoudre des conflits territoriaux.

Malgré cette victoire, la communauté de Temucui reste très pauvre. « Les terres que nous avons récupérées étaient occupées par une plantation de pins. Nous avons coupé tous les arbres mais ils repoussent sans cesse et le sol va mettre plusieurs années à récupérer », déplore Jaime Huenchullan. Très gourmandes en eau, les plantations de pins et d'eucalyptus – qui occupent 2,3 millions d'hectares dans le centre du Chili – assèchent durablement les sols et les réserves d'eau et empêchent toute biodiversité de se développer. L'Etat chilien prévoit d'étendre ces plantations sur 5 millions d'hectares d'ici à 2025...

Événements:

- [Soirée spéciale Show Chet le 25 mars à la Maroquinerie](#)
- [Cabaret en Chambre" à la Folie Théâtre du 18 mars au 5 juin.](#)
- [Les Monologues du Vagin](#)

galerie photos



articles les plus lus

- [Thaïlande : sauvez les éléphants !](#)
- [Vous prendrez bien un peu de Malte !](#)
- [Balade nord-irlandaise](#)
- [Skier sur la Côte d'Azur](#)
- [Euthanasie : « Le patient doit avoir le choix »](#)

partenaires

**FESTIVAL D'AUTOMNE A
PARIS - THEATRE - DANSE -
MUSIQUE - CINEMA - ARTS**

[La Télé des Marques](#)

[Les illustrations de Johanna
Pub](#)



« Par la raison ou par la force »

Parmi les plans de développement de l'économie chilienne figure également la construction de nombreuses centrales hydroélectriques. « *Plusieurs projets de centrales sont déposés par des firmes multinationales et acceptés par le gouvernement au nom de l'intérêt supérieur de l'Etat, alors qu'ils entrent en contradiction avec les droits fondamentaux des indigènes et avec les ordonnances de diverses instances internationales comme la commission interaméricaine des droits de l'homme* », révèle le journaliste Alfredo Seguel. Les mégaprojets hydroélectriques affectent en effet profondément les communautés indigènes : ils entraînent des déplacements de population vers des terres généralement plus pauvres et nuisent à la culture mapuche. « *La construction de la centrale Neltume va entraîner la disparition de nos plantes médicinales traditionnelles et l'inondation de notre lieu de culte* », déplore Doris Aillapan, habitante d'une des communautés du lac Neltume.



Dirigeants Mapuches au cours d'un procès - Crédit : Anne Le Bon/Lemagazine.info

D'autres industries comme les fermes salmonicoles et les usines de cellulose, hautement polluantes, menacent les ressources des Mapuches. Ceux-ci affrontent leurs problèmes de différentes manières, « *par la raison ou par la force* » selon un proverbe mapuche. Aux négociations et manifestations succèdent les actions en justice, les menaces et les occupations illégales de propriétés privées. Des actions dangereuses, les propriétés agricoles et entreprises forestières étant défendues par l'armée, qui n'hésite pas à tirer sur les occupants. En 2002, Alex Lemùn, un jeune Mapuche de 17 ans a été abattu à bout portant par un carabinier lors d'une mobilisation dans une propriété forestière. Son meurtrier n'a jamais été condamné : il a été transféré dans une autre localité et est monté en grade. « *Au Chili, les biens d'un riche citoyen valent plus que la vie d'un indigène pauvre...* », commente Alfredo Seguel.

Jouer à la guerre

De nombreuses associations, tel l'observatoire citoyen de Temuco, critiquent cet engagement de l'armée – et donc de l'Etat – auprès des grands propriétaires et des entreprises. Mais la répression – persécution diront certains – ne vient pas seulement de l'armée : elle vient aussi de la justice. De très nombreux Mapuches sont régulièrement accusés de divers délits en « *association illicite et terroriste* » et jugés selon la loi anti-terroriste héritée de Pinochet. La présomption d'innocence n'est jamais respectée et ils passent donc de long mois en prisons dans l'attente d'un procès, à l'impartialité douteuse. Les accusateurs et témoins sont la plupart du temps protégés et témoignent donc de manière anonyme, de telle sorte qu'on ne sait pas qui ils sont ni d'où ils sortent.

Pour échapper à la prison, certains Mapuches se tournent vers la clandestinité. Un choix aux conséquences difficiles à supporter pour les familles. « *Quand mon mari était recherché, la police débarquait chez nous à n'importe quelle heure et nous jetaient dehors avec mes deux enfants, habillés ou non, et ils mettaient tout par terre dans la maison, c'était très dur* », témoigne Griselda Huenchullan. Parfois, les carabiniers se font plus violents. Le 29 octobre dernier, la femme d'un dirigeant politique mapuche, enceinte de huit mois, a été transportée d'urgence à l'hôpital après que des policiers à la recherche d'armes l'aient torturée et jetée contre le mur de sa maison...

Les enfants des communautés en lutte sont les victimes collatérales des conflits territoriaux. Ils ont de gros problèmes de concentration, jouent au « *flic et au Mapuche* » et dessinent des indigènes armés de lances et des policiers leur lançant des bombes lacrymogènes. Pour eux, la guerre est un jeu. Ils n'éprouvent pas de haine, pas plus que leurs parents, mais la cause de leur peuple est déjà profondément ancrée dans leur esprit. Dans quelques années, ils seront prêts à prendre la relève et à se battre jusqu'à la mort pour récupérer la terre de leurs ancêtres et devenir un peuple autonome.

J'aime

6 personnes aiment ça.

Partager cet article



Le 17 février

par Anne Le Bon

[Le Souvenir Français](#)

Comité de Pantin Seine Saint Denis.
Veiller au Devoir de mémoire.

[Jouets Enfants -70%](#)

Les Meilleures Offres E-Commerce sur
Groupon.fr dans votre ville.